

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 31/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HENDRICKSON FRANCE (ex Frauenthal)

7 avenue des forges
BP 1
90700 Châtenois-les-Forges

Références : UID257090/SPR/UID/YB/ST 2023 - 0831A
Code AIOT : 0005901380

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement HENDRICKSON FRANCE (ex Frauenthal) implanté 7 avenue des Forges BP 1 90700 Châtenois-les-Forges. L'inspection a été annoncée le 27/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été conduite dans le contexte de l'atteinte du niveau d'alerte prévu par l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 relatif à la mise en place des principes communs de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le sous-bassin de l'Allan. Cette inspection a visé en particulier à vérifier la mise en oeuvre par l'exploitant des mesures prévues par cet arrêté pour l'atteinte de la réduction attendue de 10% des prélèvements industriels par rapport à la moyenne des prélèvements hebdomadaires observés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENDRICKSON FRANCE (ex Frauenthal)
- 7 avenue des Forges BP 1 90700 Châtenois-les-Forges
- Code AIOT : 0005901380
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société HENDRICKSON FRANCE a repris le 17 janvier 2015 le site industriel exploité jusqu'alors par la Société FRAUENTHAL AUTOMOTIVE FRANCE située à CHÂTENOIS-LES-FORGES, spécialisée dans la fabrication de ressorts à lames et de bras de suspension pour les véhicules poids lourds.

La production globale du site représente environ 18 000 tonnes annuelle de pièces produites.

Les principaux clients sont : VOLVO, RENAULT Véhicules Industriels, DAIMLER et IVECO.

L'effectif du site est d'environ 170 personnes permanentes (plus environ une trentaine de salariés intérimaires).

Le site est exploité en équipes de 3X8h ainsi qu'en équipe du week-end sur certaines installations de production.

Le site possède une triple certification Qualité, Sécurité et Environnement :

1. ISO TS 16949 – Novembre 2002
2. ISO 14001 – Octobre 2005
3. OHSAS 18001 – Octobre 2005

Les procédés de fabrication sont essentiellement le travail mécanique des métaux et l'application de peintures.

Pour cela, le site dispose des installations de production suivantes :

- 1 aire de stockage de barres d'acier,
- 4 laminoirs paraboliques auxquels sont associés des bacs de trempes à l'huile (500 litres) par le contrôle,
- 1 machine de poinçonnage,
- 3 enrouleuses (2 automatiques et 1 manuelle),
- 2 lignes de cintrage comportant chacune 1 four de chauffe, 1 cintreuse, 1 bac de trempes à l'huile et 1 four de revenu,
- 3 grenailleuses,
- 2 installations d'application de peinture par pulvérisation (pistolet et technique du « bol ») associées à 1 étuve de séchage,
- 1 installation d'application de peinture au trempé,
- 1 local broierie pour la préparation des peintures,
- 1 ligne d'assemblage et de tarage des ressorts,
- des machines de montage (alésage, rivetage, vissage, fraisage),
- 1 poste de marquage (manuel),
- 1 aire de stockage des ressorts à lames sur palettes.

Le site comprend un canal usinier qui appartient également à la Société HENDRICKSON FRANCE et qui rejoint « La Savoureuse ».

L'exploitant a précisé que le rythme et le volume de fabrication sur le site est en relation directe avec les commandes des clients qui travaillent en flux tendu de production, avec par conséquent des livraisons quotidiennes, ce qui ne permet pas d'adapter la charge de fabrication selon la situation des niveaux des cours d'eaux, en particulier celui de la Savoureuse sur lequel le prélèvement est réalisé.

Précisions concernant les prélèvements et les consommations d'eaux:

le site prélève l'eau sur 2 milieux:

- AEP de la commune de Chatenois-les-Forges: volume prélevé 2000m³/an qui sont consommés en totalité pour la préparation des peintures et les usages sanitaires,
- Canal usinier, en dérivation de La savoureuse: volume prélevé d'environ 400 000m³/an au travers d'un pompage avec un débit nominal de 100m³/h (1 pompe, 2 en secours).

Ce relèvement alimente diverses fonctions de refroidissement, en circuit ouvert, avec une consommation estimée à 5% du prélèvement réalisé (soit environ 20 000m³/an, consommé essentiellement au travers de l'évaporation lors du refroidissement des pièces).

Le site sera arrêté pour congé annuel sur la période du 14 juillet au 7 août avec des opérations de maintenance prévues qui seront consommatrices d'eau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- réduction des prélèvements d'eau en situation d'alerte sur le sous-bassin de l'Allan.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Art. 6.2	/	Sans objet
2	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	/	Sans objet
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	/	Sans objet
4	Registre	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	/	Sans objet
5	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place un plan d'économie d'eau qui prévoit essentiellement l'évitement et le report d'opérations consommatrices d'eau.

Le pilotage du prélèvement réalisé sur le milieu naturel par adaptation de la charge de fabrication des pièces livrées au secteur du transport n'apparaît pas possible compte tenu du mode d'approvisionnement des chaînes de production des clients aval.

La quantification de l'économie d'eau réalisée par la mise en oeuvre du plan d'économie doit être fournie par l'exploitant.

Les procédés industriels mis en oeuvre sur le site comportent des refroidissements en circuits ouverts et des solutions techniques envisageables pour la mise en circuit fermé doivent être étudiées par l'exploitant.

Enfin il est à signaler que l'exploitant a prévu la mise en place d'une pompe de relevage des eaux rejetées (débit de relevage de 20m³/h), vers l'amont, au niveau du prélèvement effectué dans le canal usinier afin de réduire le prélèvement d'au moins 10% comme exigé par l'arrêté préfectoral "ressource en eau du bassin de l'Allan"

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Art. 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. La demande s'accompagnera minima de l'explicitation de l'usage concerné, la ressource utilisée, une estimation du volume nécessaire, la période d'utilisation et la justification de la demande. Les demandes de dérogations sont à adresser au service de police de l'eau de la DDT concernée. Un formulaire de demande de dérogation est mis en ligne sur le site internet des services de l'État (IDE). Un modèle est annexé à l'arrêté cadre interdépartemental (annexe 6). En cas d'accord, la décision sous forme d'arrêté sera notifiée à l'intéressé et à la mairie concernée et devra être présentée en cas de contrôle. Cet arrêté pourra être contesté devant le tribunal administratif de Besançon. Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de la dérogation.
Constats : pas de demande de dérogation présentée ou envisagée par l'exploitant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau. Les restrictions ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.
Constats : Les seuils de prélèvements, en période de sécheresse, sont prescrits dans l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2017 N° 90-2017-01-05-002. Cependant ces seuils apparaissent actuellement sur-dimensionnés et n'ont donc pas été pris en référentiel de l'inspection. Les procédés mis en œuvre sur le site comportant des usages de l'eau à des fins de refroidissement n'ont pas fait l'objet d'une optimisation pour réduire au minimum la consommation. En particulier des refroidissements, en circuit ouvert, sont présents sur le process industriel. Le site ne relève pas du secteur sanitaire ni en lien avec des opérations de salubrité publique.
Observations : Observation N°1: l'exploitant devra constituer sous le délai maximal de 6 mois compté à réception du présent rapport, une étude technico-économique présentant les solutions techniques envisageables afin de réduire les niveaux de prélèvements et de consommation sur le process de production. Cette étude devra en particulier présenter les solutions afin de mettre les eaux de refroidissement utilisées dans le process industriel, en circuit fermé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an : - réduction des consommations de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage en grande eau).</p> <p>Constats : L'exploitant a défini un plan d'économie d'eau prévoyant les dispositions suivantes: -Limitation des nettoyages du sol de l'usine (minimum nécessaire maintenu afin d'assurer la sécurité en limitant les risques de glissades / chutes) fréquence initiale : chaque lundi, avec passage à 1 lundi sur 2 -Arrêt de l'utilisation de la zone de nettoyage "Kärcher". Si utilisation indispensable, uniquement avec autorisation et sous la responsabilité des responsables HSE / Maintenance (à signaler également l'essai d'une fontaine à solvant sous pression pour limiter l'utilisation du Kärcher) -Création d'une check list et tour du site pour s'assurer de la fermeture des vannes sur les machines avant le week-end (vendredi soir ou samedi matin si c'est une matinée travaillée) -Recensement de l'ensemble des vannes et électrovannes du site par le service maintenance ainsi que contrôle du bon fonctionnement -Ajustement des consommations au strict minimum requis pour produire - Changement effectué en 2022 d'une grande partie des robinets du site par des robinets avec temporisation -Investissement pour s'équiper de pompes de relevage afin de pouvoir réutiliser l'eau de refroidissement -Report des formations et essais incendie (consommation d'eau) hors période estivale -Relevé des consommations eau de dilution peinture, réseau eau potable</p> <p>avec un plan de communication associé vers les salariés du site comprenant: -Pose d'affichages de sensibilisation dans l'ensemble des points de consommations du site (toilettes et vestiaires) -Communication de sensibilisation sur les télévisions -Echanges lors des réunions de direction -Sensibilisation lors des réunions de service et causeries sur les réductions de consommation d'eau / sujet sécheresse -Suivi en réunion « Point production » tous les lundis des consommations de la semaine précédentes et des actions en cours -Suivi hebdomadaire des débits d'eau sur Hydroreel</p> <p>L'exploitant a effectué un calcul de la moyenne hebdomadaire de l'eau prélevé sur le canal usinier, à partir des prélèvements enregistrés en continu, et a prévu une diminution de 10% de ce prélèvement moyen. Cette réduction de 10% du prélèvement, par rapport au prélèvement moyen hebdomadaire, est opéré par la mise en place d'une pompe de relevage des eaux rejetées dans le canal usinier, en sortie du site vers le point de prélèvement amont, dans le canal usinier, en entrée du site. La pompe de relevage est prévue pour un débit de pompage de 20m³/h (pour rappel le site est actuellement équipé d'une pompe de prélèvement sur le canal usinier d'un débit nominal de 100m³/h, avec 2 pompes de secours en place). A l'issue de l'inspection, l'exploitant nous a également informé que le volume remonté l'année dernière lors de l'utilisation de la pompe de relevage (pompe de location, utilisée sur 4 semaines ½) a été de 12000m³ (avec un fonctionnement de la pompe du lundi matin au vendredi 17h).</p>
<p>Observations : observation N°2: l'exploitant devra, si possible, quantifier le volume d'eau économisé par la mise en œuvre du plan d'économie. Cette donnée devra être communiquée à l'Inspection des installations classées sous</p>

le délai maximal de 15 jours compté à réception du présent rapport. En particulier il conviendra de justifier de la prise en compte de l'ensemble des périodes annuelles de prélèvement avec les variations estivales observées compte tenu des besoins augmentés en eau de refroidissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : - registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre sous format numérique, renseigné par prélèvement automatique de la valeur (hebdomadaire).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet